

18

HORIZONS PUBLICS

COMPRENDRE

ANTICIPER

INNOVER

AGIR

horizonspublics.fr

DOSSIER

BIG DATA

DANS LES TERRITOIRES : COMMENT GARDER LA MAIN ?

Ils nous étonnent

Laclauseverte.fr, une plateforme pour l'achat durable

Au-delà des frontières

Les « torches noires » de l'innovation à l'épreuve de la crise sanitaire

Cultures publiques

Le futur de l'économie collaborative



Grand entretien

SÉBASTIEN SORIANO

Nous devons passer
d'un État stratège à un État en réseau

Ne pas rater le virage de la révolution du *big data*

Allumer ou éteindre un éclairage dans les rues d'une ville, autoriser l'accès à un espace public, optimiser le ramassage des ordures, fluidifier le trafic automobile, traquer des fuites d'eau dans les réseaux de distribution, identifier les métiers les plus recherchés par des habitants vivant dans un quartier de la politique de la ville, etc. Il est désormais possible, grâce aux données et aux capteurs qui les collectent, d'optimiser et d'améliorer les politiques publiques dans nos territoires. C'est en tout cas la promesse de la *smart city* ou du *smart* territoire.

Ces outils doivent-ils être généralisés et utilisés pour un maximum de décisions de gestion dans la ville ? Quels sont les dangers et les pièges lorsqu'on lance une politique de la *data* à l'échelle du territoire ? Comment construire un cadre juridique, éthique et surtout démocratique ? Face à cette déferlante de données et à la profusion d'acteurs, comment garder la main ? Ce sont toutes ces questions que nous avons voulu poser à Jacques Priol, notre invité pour ce numéro. Fondateur du cabinet CIVITEO et président de l'observatoire Data Publica, il accompagne depuis maintenant plusieurs années les collectivités locales dans leur gestion des données publiques.

« Nos élus et nos hauts fonctionnaires qui dirigent nos administrations locales doivent garder en tête ce triptyque indispensable : *privacy by design, confiance by design et inclusion by design* », recommande notre expert, auteur d'un petit ouvrage au titre évocateur : *Ne laissez pas Google gérer nos villes. Plaidoyer pour un tirer les enseignements du projet de ville Google à Toronto* (2020, L'aube).

Il est urgent aujourd'hui pour les acteurs publics, et les différentes contributions de notre dossier sont là pour vous en faire prendre conscience, de se saisir de la gestion des données et de ne pas la laisser à d'autres ! Car derrière la question des données se cache un enjeu essentiel : celui de la gouvernance et du contrôle démocratique.

Julien Nessi,
rédacteur en chef d'*Horizons publics*

éditorial

SOMMAIRE

L'actualité vue par...

Hélène Guillet,

directrice générale des services
du centre de gestion
de Loire-Atlantique

| 4

Ils nous étonnent

Reconnaissance faciale :
quel modèle de société
voulons-nous ?

| 10

L'Agence 06, une ingénierie
au service des communes

| 12

Laclauseverte.fr,
une plateforme participative
pour faciliter l'achat durable

| 14

Au-delà des frontières

Les « torches noires »
de l'innovation à l'épreuve
de la crise sanitaire

| 16

Grand entretien

Sébastien Soriano

Nous devons passer
d'un État stratège
à un État en réseau

| 20

Dossier

**BIG DATA
DANS LES TERRITOIRES :
COMMENT GARDER
LA MAIN ?**

Sur le terrain

Comment les *open* et *big data*
réinterrogent la manière
mais aussi l'art de gouverner
les territoires ?

Par Frank Beau

| 30

Mises en perspective

Nous n'en avons pas fini
avec Google !

Par Jacques Priol

| 38

Construire une alternative ouverte
et démocratique pour la gestion
des villes pilotée par la donnée

Par Jean-Noé Landry

| 46

Les plateformes urbaines mondiales :
des acteurs ingouvernables ?

Par Antoine Courmont

| 52

Quelle portée juridique
et quelle utilisation faire d'une charte
dans les stratégies territoriales
de la donnée ?

Par Schéhérazade Abboub

| 58

Vincent Bedouin : « Les données
ne doivent pas être confisquées
par des groupes privés »

Propos recueillis par Julien Nessi

| 64

Quand le *big data* se met
au service des quartiers

Par Émilie Sarrazin et Jordan Esnault

| 70

Réactions

Territoires intelligents :
les données doivent rester
la propriété des collectivités

Propos recueillis par Frank Beau

| 76

Anticipations publiques

Du commandement
au management,
il n'y a qu'un pas

Par Anthony Philippe

| 86

Innovations pédagogiques :
la créativité sous la contrainte
du confinement

Par Véronique Forsse

| 90

Anticiper les dérives possibles
de l'intelligence artificielle
dans le monde du travail

Par Geoffrey Beyney

| 94

CARTOSCOPIE

Le covid et les inégalités
territoriales

Par Stéphane Cordobes
et Karine Hurel

| 98

Cultures publiques

Chronique et autres
brèves du comptoir
de la transformation
publique

| 100



BIG DATA DANS LES TERRITOIRES : COMMENT GARDER LA MAIN ?

Depuis toujours les administrations produisent et gèrent de la donnée. Mais depuis quelques années elles font face, comme la société tout entière, à une véritable révolution de la *data*. D'un côté, le volume des données produites ou disponibles croît de façon exponentielle. De l'autre, les usages changent et de nouveaux outils envahissent la sphère publique : plateformes de publication, datavisualisation, algorithmes d'aide à la décision, parfois même dotés d'intelligence artificielle. Les collectivités territoriales s'organisent. L'idée d'une « fonction *data* » émerge, d'abord dans quelques métropoles pionnières, maintenant dans des territoires de toutes tailles.

Dans ce numéro d'*Horizons publics*, un voyage au Canada permet d'évoquer le projet fou de « ville Google » à Toronto et de découvrir des modèles alternatifs. En France, le rôle des collectivités est interrogé. Il est question des plateformes mondiales qui collectent et gèrent des données massives, impactent – et parfois perturbent – les politiques publiques. Des réponses éthiques et politiques sont possibles. Elles se construisent avec le concours d'acteurs privés. L'enjeu est de taille et les risques sont identifiés : ne rien faire et laisser progressivement se mettre en place un asservissement de la gestion territoriale ou garder la main et faire du *big data* un levier de l'action publique.

Un dossier coordonné par Jacques Priol,
fondateur du cabinet CIVITEO
et président de l'observatoire Data Publica



Schéhérazaïde Abboub

Frank Beau

Christophe Béchu

Vincent Bedouin

Antoine Courmont

Jordan Esnault

Stéphane Junique

Jean-Noé Landry

Jacques Priol

Émilie Sarrazin

horizonspublics.fr

